



PRÉFÈTE DE LA LOIRE-ATLANTIQUE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES ET DE LA MER
Service eau-environnement

Arrêté préfectoral n° 2018/SEE/2470 portant prescriptions spécifiques
au dragage d'entretien du port de pêche et de l'avant-port de Pornic

LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION PAYS DE LA LOIRE **PRÉFÈTE DE LA LOIRE-ATLANTIQUE** Officier de la Légion d'Honneur Commandeur de l'ordre national du Mérite

VU la directive 2000/60/CE du parlement européen et du conseil établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau en date du 23 octobre 2000 ;

VU le code de l'environnement ;

VU l'arrêté du 23 février 2001 fixant les prescriptions générales applicables aux travaux de dragage et rejet y afférent soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 4.1.3.0 de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté du 9 août 2006 relatif aux niveaux à prendre en compte lors d'une analyse de rejets dans les eaux de surface ou de sédiments marins, estuariens ou extraits de cours d'eau ou canaux relevant respectivement des rubriques 2.2.3.0, 4.1.3.0 et 3.2.1.0 de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté du 18 novembre 2015 du préfet coordonnateur de bassin portant approbation du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin « Loire-Bretagne » (SDAGE) ;

VU l'arrêté en date du 9 septembre 2009 portant approbation du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) de l'estuaire de la Loire ;

VU l'arrêté en date du 16 mai 2014 portant approbation du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) du marais breton et de la baie de Bourgneuf ;

VU l'arrêté préfectoral du 22 octobre 2018 portant délégation de signature à Monsieur Thierry LATAPIE-BAYROO, directeur départemental des territoires et de la mer de la Loire-Atlantique ;

VU l'arrêté préfectoral du 24 octobre 2018 portant subdélégation de signature aux collaborateurs de Monsieur Thierry LATAPIE-BAYROO, directeur départemental des territoires et de la mer de la Loire-Atlantique ;

VU le dossier de déclaration déposé par la SAS « Les Ports de la Loire Atlantique » reçu par la direction départementale des territoires et de la mer de la Loire-Atlantique le 13 juillet 2018 et enregistré sous le n°44-2018-00222 ;

VU les compléments reçus le 8 octobre 2018 ;

VU le projet d'arrêté adressé au bénéficiaire, pour observations éventuelles, dans un délai de 15 jours, par courrier du 25 octobre 2018 ;

VU les observations du bénéficiaire en date du 25 octobre 2018 ;

CONSIDÉRANT que le dragage d'entretien du port de pêche et de l'avant-port de Pornic faisant l'objet de la demande est soumis à déclaration au titre de l'article R. 214-1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire d'encadrer les conditions de réalisation des opérations de dragage et de clapage des sédiments, ainsi que les suivis environnementaux liés, par des prescriptions spécifiques, afin de garantir une gestion équilibrée de la ressource en eau et de préserver les intérêts mentionnés à l'article L. 211-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du directeur départemental des territoires et de la mer de la Loire-Atlantique ;

ARRETE

Article 1^{er} : BÉNÉFICIAIRE

La SAS « Les Ports de la Loire-Atlantique », ci-dessous nommée « le bénéficiaire », est le titulaire du présent arrêté de prescriptions spécifiques concernant le dragage d'entretien du port de pêche et de l'avant-port de Pornic.

Article 2 : OBJET DE LA DÉCLARATION

La déclaration concerne :

- la dépose et repose des mouillages ;
- le dragage de 20 000 m³ de sédiments du port de pêche et de l'avant-port de Pornic ;
- le clapage en mer de 20 000 m³ de sédiments extraits du port de Pornic ;
- le dragage par remise en suspension de sédiments (dragage hydrodynamique) pour un volume maximal de 5 000 m³, à titre expérimental.

L'opération relève de la rubrique suivante de la nomenclature définie à l'article R. 214-1 du code de l'environnement :

Rubrique	Nature de la rubrique	caractéristiques du projet	Régime
4.1.3.0. 3°b)	Dragage et/ou rejet y afférent en milieu marin : 3° Dont la teneur des sédiments extraits est inférieure ou égale au niveau de référence N1 pour l'ensemble des éléments qui y figurent : b) Et dont le volume in situ dragué au cours de douze mois consécutifs est supérieur ou égal à 5 000 m ³ sur la façade Atlantique-Manche-mer du Nord et à 500 m ³ ailleurs ou lorsque le rejet est situé à moins de 1 km d'une zone conchylicole ou de cultures marines, mais inférieur à 500 000 m ³ (D)	20 000 m ³ de sédiments dragués et clapés ; 5 000 m ³ de sédiments dragués par remise en suspension	Déclaration

Article 3 : PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES

Les aménagements, travaux et ouvrages sont conformes au dossier de déclaration et aux compléments, sous réserve de dispositions contraires prévues par le présent arrêté.

Le bénéficiaire prend toutes les précautions pour éviter de dégrader l'environnement. Il veille notamment à limiter le plus possible les risques de pollutions de toutes natures vis-à-vis de l'eau, du sol, de l'air, ainsi que les nuisances sonores dues aux engins et au matériel.

Article 4 : DRAGAGE MECANIQUE OU HYDRAULIQUE DES SEDIMENTS

Les établissements conchylicoles sous l'influence éventuelle du panache provoqué par les opérations de dragage sont informés des périodes de travaux. La liste des personnes contactées ainsi que les dates de contact sont enregistrées dans les documents de suivi des opérations de dragage.

4.1. Technique de dragage employée

Les 20 000 m³ de sédiments sont extraits par dragage mécanique (environ 80 %) ou par dragage hydraulique (environ 20 %). Les matériaux extraits sont évacués vers la zone de clapage.

Le bénéficiaire précise à la DDTM – service eau et environnement les engins utilisés au moins 15 jours avant le début des travaux.

4.2. Période de dragage autorisée

Le dragage mécanique ou hydraulique est autorisé du 1^{er} octobre au 30 novembre 2018 et du 2 janvier 2019 au 31 mars 2019.

La période de dragage peut être étendue jusqu'au 15 jours, en cas de retard de chantier dû aux aléas climatiques, après accord du service en charge de la police de l'eau.

4.3. Zones portuaires concernées par le dragage

Les zones concernées par le dragage et les côtes d'objectifs associées sont précisées dans l'annexe 1 du présent arrêté.

Article 5 : CLAPAGE EN MER DES SEDIMENTS

5.1. Zone de clapage – fosse de la Couronnée

La zone de clapage est délimitée par les points suivants – coordonnées en WGS84 degrés minutes (localisation en annexe 2) :

sommets	X	Y
A	47°05.720	2°15.626
B	47°05.710	2°14.982
C	47°05.515	2°14.984
D	47°05.523	2°15.600

Le clapage est réalisé préférentiellement au centre de la zone définie ci-dessus, en répartissant régulièrement les points de clapages, afin d'éviter des zones localisées d'accumulation des sédiments clapés.

5.2. Période et conditions de clapage

Le clapage est autorisé pendant la période de dragage correspondante, uniquement lors du jusant.

5.3. Enregistrement des données relatives à l'immersion des sédiments

Les données suivantes, relatives aux immersions, sont consignées dans un registre de bord, tenu à la disposition du service eau et environnement de la DDTM :

- dates et heures des immersions ;
- volume clapé ;
- localisation GPS du point de clapage ;
- provenance des sédiments clapés (localisation au sein du port) ;
- conditions météorologiques (direction et force des vents) et conditions de marée ;
- tout événement susceptible de modifier le bon déroulement des travaux (état de la mer, incidents matériels...).

5.4. Suivi du compartiment biologique et de la géochimie des sédiments

Deux séries d'analyses de la macrofaune benthique sont réalisées au niveau du site d'immersion (stations PC1, PC5 et PC6 matérialisées sur le plan en annexe 3). La première série est réalisée 6 mois après les travaux et la seconde 1 an après les travaux.

Des analyses physico-chimiques des sédiments sont réalisées en même temps sur ces stations (PC1, PC5 et PC6).

Les protocoles mis en œuvre permettent de comparer les résultats avec les éléments issus de l'état initial du dossier de déclaration.

5.5. Suivi sanitaire des coquillages

Un contrôle sanitaire des zones de production conchylicoles de la Bernerie et de la Coupelasse, et du gisement naturel de Gourmalon, est réalisé pendant les opérations de clapage, dans le phasage décrit ci-dessous :

- avant le début des opérations de clapage ;
- 2 fois par mois pendant la durée des travaux ;
- 1 mois après la fin des travaux.

Les analyses sont réalisées sur le biote et portent sur les paramètres bactériologiques.

Article 6 : DRAGAGE PAR REMISE EN SUSPENSION DES SÉDIMENTS (DRAGAGE HYDRODYNAMIQUE)

6.1. Conditions de réalisation

L'essai de dragage hydrodynamique est autorisé entre octobre 2019 et décembre 2019, pour un volume de 5 000 m³ maximum.

Un dossier complémentaire est transmis au minimum 3 mois avant le début de l'opération à la DDTM (service eau et environnement), pour préciser les conditions de réalisation envisagées :

- conditions de marées et de vents ;
- secteur du port concerné et volumes estimés ;
- matériel mis en œuvre ;
- conditions de suivi des travaux.

6.2. suivis environnementaux

Le suivi de la turbidité durant les opérations de dragage par remise en suspension fait l'objet d'un protocole transmis à la police de l'eau pour validation avant le 31 décembre 2018, 3 mois avant le début des opérations. L'état initial est réalisé à une période comparable à celle de l'expérimentation. Un état de référence est réalisé durant l'hiver 2018/2019, suivant le protocole validé.

Un relevé bathymétrique de la zone draguée est réalisé avant et après les opérations de dragage hydrodynamique pour vérifier l'efficacité de la technique.

Un contrôle sanitaire du gisement naturel de Gourmalon est réalisé pendant les opérations de dragage hydrodynamique, dans le phasage décrit ci-dessous :

- avant le début des opérations de dragage ;
- 1 fois pendant la durée des travaux ;
- 1 mois après la fin des travaux.

Les analyses sont réalisées sur le biote et portent sur les paramètres métaux lourds, PCB, HAP et bactériologiques.

Article 7 : DURÉE DE L'AUTORISATION

L'autorisation est accordée pour une durée de deux ans à compter de la date de signature de l'arrêté. Les travaux sont réalisés conformément au calendrier indiqué aux articles 4.2, 5.2 et 6.1 du présent arrêté.

Article 8 : MODIFICATION DES PRESCRIPTIONS

La modification des prescriptions applicables à l'installation peut être demandée par le bénéficiaire postérieurement au dépôt de sa déclaration à la préfète, qui statue par arrêté. Elle peut également être imposée par la préfète sur le fondement du troisième alinéa du II de l'article L. 214-3 du code de l'environnement.

Le projet d'arrêté modificatif est porté à la connaissance du bénéficiaire qui dispose de quinze jours pour présenter ses observations.

L'arrêté fait l'objet des mesures de publicité prévues à l'article R. 214-37 du code de l'environnement. Le silence gardé par l'administration pendant plus de trois mois sur la demande du bénéficiaire vaut décision de rejet.

Article 9 : CONFORMITÉ AU DOSSIER ET MODIFICATIONS DU PROJET

Les installations, ouvrages, travaux ou activités objets du présent arrêté sont situés, installés et exploités conformément aux plans et contenu du dossier de déclaration et des compléments, non contraires au présent arrêté.

Toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être porté, avant sa réalisation, à la connaissance de la préfète, conformément à l'article R. 214-40 du code de l'environnement.

Article 10 : DÉCLARATION DES INCIDENTS ET ACCIDENTS

Le bénéficiaire est tenu de déclarer à la préfète, dès qu'il en a connaissance, les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet du présent arrêté qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 211-1 du code de l'environnement.

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire la préfète, le bénéficiaire prend ou fait prendre toutes dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Le bénéficiaire demeure responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'activité ou de l'exécution des travaux et de l'aménagement.

Article 11 : **ACCÈS AUX INSTALLATIONS**

Les agents chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques ont libre accès aux installations, ouvrages, travaux ou activités autorisés par la présente autorisation, dans les conditions fixées par le code de l'environnement. Ils peuvent demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté.

Article 12 : **DROITS DES TIERS**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 13 : **AUTRES RÉGLEMENTATIONS**

La présente autorisation ne dispense en aucun cas le bénéficiaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Article 14 : **PUBLICATION ET INFORMATION DES TIERS**

Une copie de cet arrêté est transmise à la mairie de Pornic pour affichage pendant une durée minimale d'un mois et aux CLE (Commission Locale de l'Eau) du SAGE estuaire de la Loire et du SAGE marais breton, baie de Bourgneuf pour information.

Cet arrêté est mis à disposition du public sur le site internet de la préfecture de la Loire-Atlantique pendant une durée d'au moins six mois.

Article 15 : **VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS**

Conformément aux dispositions de l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée à la juridiction administrative :

1 – par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de cette décision ;

2 – par le bénéficiaire, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1 et 2.

Article 16 : **SANCTIONS**

En cas de non-respect de l'ensemble des prescriptions du présent arrêté, le bénéficiaire s'expose aux sanctions administratives prévues par l'article L. 171-8 du code de l'environnement et aux sanctions pénales prévues par les articles L. 173-3 et R. 216-12 du code de l'environnement.

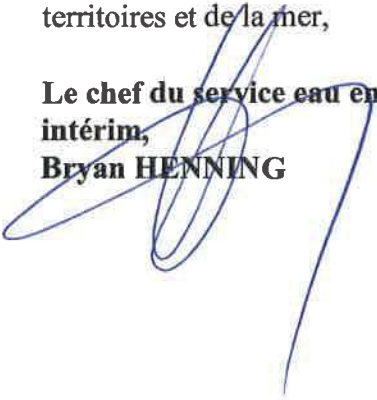
Article 17 : EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture de la Loire-Atlantique, le directeur départemental des territoires et de la mer, le maire de la commune de Pornic, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nantes, le **30 OCT. 2018**

La préfète par délégation,
Par subdélégation du directeur départemental des
territoires et de la mer,

**Le chef du service eau environnement par
intérim,
Bryan HENNING**



ANNEXES :

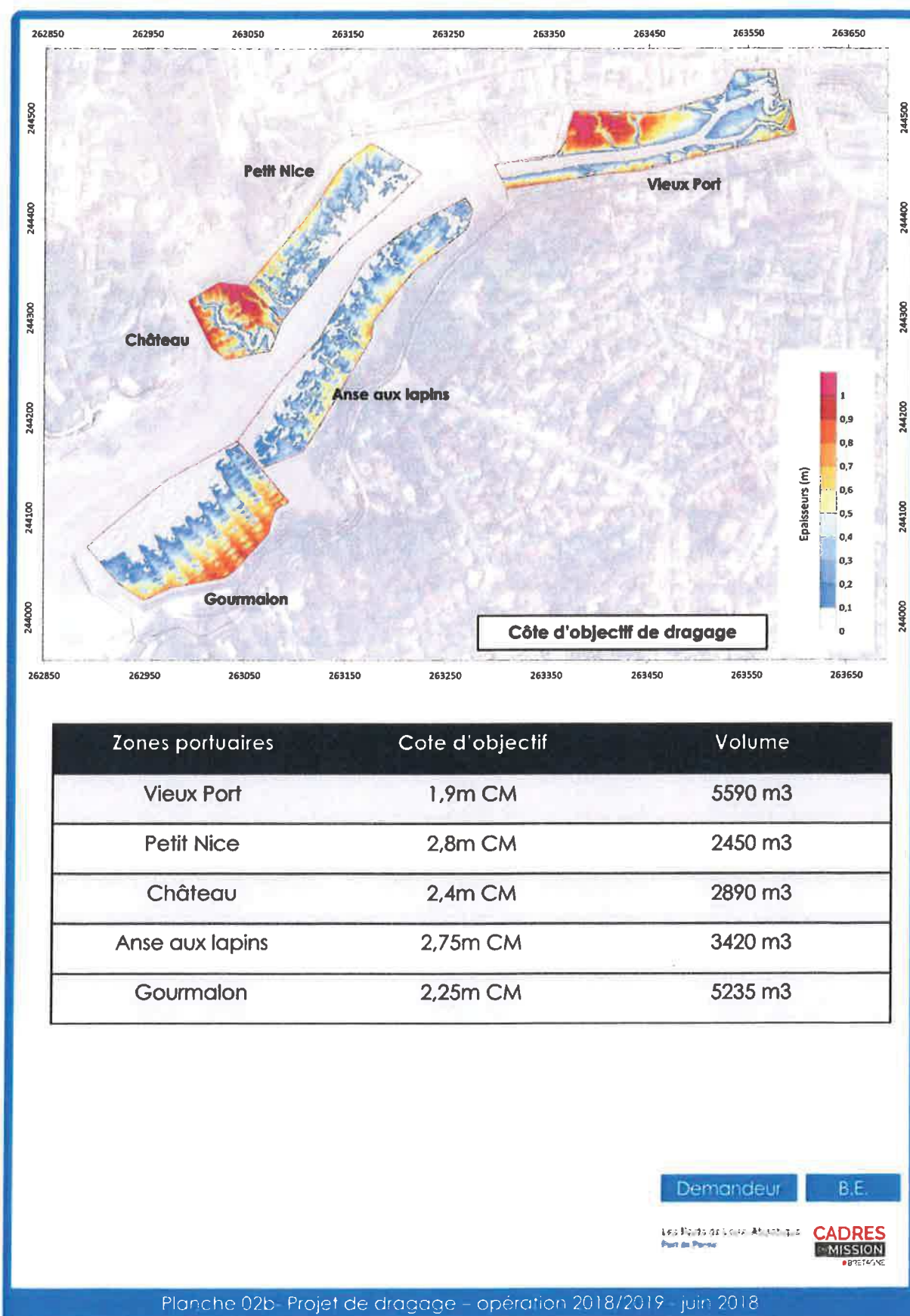
Annexe 1 - Localisation des secteurs concernés par le dragage dans le port de Pornic

Annexe 2 – Localisation de la zone d’immersion – fosse de la Couronnée

Annexe 3 – Localisation des points de suivis du benthos sur la zone d’immersion

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à l'instruction de votre dossier par les agents chargés de la police de l'eau en application du code de l'environnement. Conformément à la loi « informatique et liberté » du 6 janvier 1978, vous bénéficiez à un droit d'accès et de restriction aux informations qui vous concernent. Si vous désirez exercer ce droit et obtenir une communication des informations vous concernant, veuillez adresser un courrier au service instructeur police de l'eau indiqué ci-dessus.

Annexe 1 - Localisation des secteurs concernés par le dragage dans le port de Pornic



Annexe 2 – Localisation de la zone d'immersion – fosse de la Couronnée



Situation de la zone d'immersion – fosse de la Couronnée

Demandeur B.E.

Les Ports de Loire-Atlantique
Port de Paris

CADRES
EN MISSION
■ PRÉFACÉ

